

CTL du jeudi 30 mai : un jeu de dupes.

Déclaration des élus FO-DGFIP

Monsieur le président,

Nous ne pouvons aborder ce CTL sans remettre en cause la qualité du dialogue social dans notre Direction. Pour ne prendre que quelques exemples, il semble que vous n'ayez pas jugé nécessaire de répondre à nos messages du 30 avril (conclusions du groupe de travail accueil Mérignac) et du 17 mai (travaux restaurant cité administrative). Nous aurons très probablement l'occasion d'y revenir dans ce CTL.

Avec Cenon, la direction bafoue pour la seconde fois les élus et les agents. Le CHS-CT est convoqué sur le déménagement de la trésorerie alors que les agents occupent déjà les nouveaux locaux.

Un projet de restructuration / fermeture de plusieurs trésoreries de la CUB est en cours. En 2012, une courte information en CT et une réunion informelle annoncent aux Organisations syndicales un nouveau projet de fermeture et de spécialisation de plusieurs trésoreries. Aucun Comité Technique pour demander l'avis des OS. Il a fallu que le syndicat FO-DGFIP de la Gironde demande l'inscription à l'ordre du jour du projet de fermeture au CT de ce jour pour que les OS apprennent qu'un Comité Technique est prévu le 04 juillet.

Vous renvoyez donc au CTL du 4 juillet des sujets que nous souhaitons voir aborder aujourd'hui, le projet de restructuration du service de la dépense SFACT et le projet de restructuration des trésoreries.

Est-ce une manière d'éviter les sujets qui fâchent avant les vacances ?

Sur les restructurations des trésoreries de la CUB, nous avons noté que la mise en place du SIP Bouscat doit être présentée sous peu lors d'une commission immobilière. La Direction compte-t-elle nous vendre ce projet à la découpe ?

FO-DGFIP33 attend de l'administration des informations claires et précises qui doivent être données en CTL.

FO-DGFIP33 revendique le retrait du projet de restructuration des trésoreries des finances publiques de la CUB, le maintien de toutes les trésoreries et de toutes leurs missions, le maintien de tous les personnels et le remplacement sous statut des emplois supprimés.

Compte rendu

Alors que nous entendons ici ou là, lors de nos visites de sites, des informations de plus en plus précises sur le calibrage des futures **restructurations sur la CUB, et notamment des trésoreries**, alors que nous savons que les élus ont été contactés par la Direction, cette dernière a refusé la demande des élus Force-ouvrière de mettre à l'ordre du jour de ce CT un point d'information sur l'état du ou des projets.

Beaucoup d'élus souhaitent conserver leur trésorerie, comme par exemple à Talence, mais rien n'y fait, selon le Maire, répondant aux questions de son conseil municipal.

D'autres, comme le président de la Région, ont réécrit au ministre.

La Direction nous dit donc qu'elle consulte, qu'elle n'a pas de projet abouti et que donc, elle n'a rien à nous dire !!! Belle démonstration du dialogue social.

Sous la pression, la direction communiquera le 4 juillet lors du prochain CT. Entre-temps, des commissions immobilières sont prévues en préalable à un CHS-CT obligatoire. Nous savons par ailleurs que les cadres vont être réunis.

Ce que l'on peut dire, c'est que les projets avancent au gré des opportunités et des levées d'obstacles, y compris immobilières.

Ainsi, au 1/1/2014 le SIP du Bouscat sera créé sur Mérignac par transfert du recouvrement. Le SPL devrait rejoindre Blanquefort le 1/1/2015, après les élections municipales !!! A la même date, le recouvrement de Blanquefort s'en ira sur le SIP de Mérignac. Toujours à la même date, Blanquefort recevra le SPL de Saint-Médard, le recouvrement allant sur Mérignac.

A l'arrivée, nous aurons donc la disparition de deux trésoreries : Le Bouscat et Saint - Médard en Jalles.

Pour le secteur sud, les recouvrements de Bègles, Talence, Villenave d'Ornon et Pessac vont à la cité administrative, en cours de désamiantage avec les problèmes que l'on sait !!!!!

Le SPL de Pessac prendra le chemin de Mérignac, et ceux de Bègles et Talence iront à Villenave.

Résultat : suppression des Trésoreries de Talence, Bègles et Pessac (3ème ville de Gironde).

Vous l'aurez bien compris, la réforme tant emblématique de la fusion DGI/TRESOR n'avait pour but que de recalibrer le réseau en faisant des économies d'échelles.

Resteront les sites en rural...qui n'auront plus aucune légitimité.

Ce n'est donc pas pour le bien-être du contribuable.

Nous ne sommes pas dupes.

D'ailleurs, l'administration elle-même reconnaît que l'accueil est en forte progression partout en France. Ils ne savent pas se l'expliquer mais nous, nous savons, et on le leur a dit. Ils nous disent que les services travaillent de mieux en mieux et donc les usagers apprécieraient de plus en plus nos services !!! Comme si les gens venaient nous voir par plaisir !!! D'ailleurs le DRFIP affirme que certains viennent sans motif et qu'il conviendrait de faire le tri en préalable à la file d'attente. Un peu comme chez MacDo lorsqu'on vient vous prendre votre commande dans la file.

Ils n'osent imaginer que la charge de travail, par rapport aux moyens alloués, serait à l'origine de retards entraînant, de fait, des contentieux, eux-mêmes entraînants de l'accueil.... Et donc de nouveaux retards, puisque les collègues en back office sont appelés à l'aide.

Toujours est-il que nous avons alerté la Direction, avec les personnels, sur **les difficultés rencontrées à Mérignac**, les agents n'en pouvant plus. A plusieurs reprises, nous sommes allés les voir, pour les soutenir bien sûr, mais aussi pour recueillir leurs demandes et forcer l'administration à s'occuper du problème.

En CT, on nous a présenté des décisions de l'administration : aucune conclusion du groupe de travail réclamé par FO, aucun bilan chiffré, aucune donnée statistique, pourtant on vous en demande !

Là non plus on n'est pas dupe !!!

On a fini par avoir deux chiffres : en un mois, pour la seule campagne IR, 10000 personnes reçues. Pour l'année 2012, 43000 personnes. Là aussi chiffre non détaillé. Aucunes données sur les motifs des visites... Sympa non ?

Disons le tout net, on nous prend pour des ... ou alors l'administration est incompétente. Ceci dit, au vu des énormités que l'on nous a sorties, on ne s'étonne plus de rien.

L'effectif de l'accueil passera à 5 contrôleurs au 1^{er} septembre 2013.

Mais de l'avis même de l'administration, cela ne pourrait suffire....

La solution pourrait consister à fermer l'accueil. Ainsi de plus en plus de postes comptables demandent et ont demandé des modifications d'horaires d'ouverture au public.

D'après le DRFIP, l'accueil tout azimut pose un vrai problème au regard des moyens qui nous sont alloués. L'usager devra s'adapter. sic. D'ailleurs, dans certains départements, les postes ferment un jour par semaine. Quand on pense que les mêmes voulaient faire de l'accueil tard le soir dans les grandes villes !!!!

Le problème, c'est que dans les indicateurs du BOP, l'accueil est toujours prioritaire. (p 8 du rapport sur les objectifs locaux)

Malgré tout, dans ce même rapport, quelques phrases significatives sont écrites par le DRFIP qui valent leur pesant de langue de bois :

- « Pour autant, l'action d'ensemble de la DRFIP, sur la base des résultats obtenus en 2012 est satisfaisante, avec toutefois quelques marges de progression au prix d'une tension dans les services, préoccupante pour le climat social »

- « En effet la baisse continue des effectifs et des moyens budgétaires, pèse sur la capacité des services à assurer dans de bonnes conditions l'ensemble des missions, à offrir un accueil de qualité, dans un contexte de mise en place de nouvelles structures ou applications dont certaines présentent des dysfonctionnements pénalisants...demeurent particulièrement sinistrées, à cet égard les trois conservations des hypothèques de Bordeaux ».

A ce sujet, l'an dernier, Mr Fenet était venu en Gironde et nous avait reçu. Une petite heure de langue de bois ou d'incompétence ou de je-m'en-foutisme, frisant l'insolence, et il était reparti, nous accordant la brigade de renfort. Bien entendu, il avait refusé de nous communiquer les résultats de l'audit sur la situation des conservations en France. Cela vous étonne-t-il ?

Nous avons demandé au DRFIP, qui est venu visiter récemment **les services SPF**, quel était le résultat de ces « efforts ». Ils sont nuls puisque nous n'avons pu que contenir les retards déjà constatés dont certains sont à plus de 200 jours.

Ces retards inquiètent malgré tout le DRFIP, car il craint pour la sécurité juridique des transactions immobilières, dont on sait qu'à Bordeaux elles vont aller crescendo, et pour toutes les opérations de taxation à régulariser et à recouvrer... Un bon point malgré tout, la DG se serait rendu compte que la situation était variable en fonction des territoires. Ouf nous sommes sauvés !!! Et dire qu'ils ont fait de grandes études pour une telle conclusion.

Bref, ça va mal, la DRFIP le sait mais qu'importe, on continue à aller droit dans le mur. A quand une manifestation des DRFIP comme dernièrement celle des directeurs de prisons...pour dire à la DGFIP que son rôle est bien d'alerter le ministre.

Comme dit Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de la confédération générale du travail force-ouvrière, le capitalisme est malade, soignons-le avec plus de libéralisme !!!! Cela ne rappelle-t-il pas le malade imaginaire de ce bon Molière : une bonne saignée, ça ne peut pas faire de mal.

C'est dans ce contexte que nous avons abordé le BOP, **budget opérationnel de programme** de la DRFIP. Issu de la LOLF, nous avons pensé que le budget nous serait présenté avec un format se rapprochant de ce l'on peut attendre dans une administration de comptables. Que nenni, quelle déception !!! Il y a différents niveaux de crédits, les locaux, les nationaux les récupérations...bref, nuit et brouillard. Comme l'an passé, à nos questions, personne ne savait répondre, ou alors on nous promettait une réponse ultérieure rapide. D'autres ont émis l'idée que l'on aurait du les interroger par mail avant. Bref, où est notre administration ? Et quand on pense que ce sont les mêmes qui nous font passer les examens à promotion... ça fait peur.

Ce que l'on peut malgré tout en retenir, c'est que, selon les mots même du DRFIP, les coupes sont « violentes ». Une cessation de paiement est envisageable... Après une baisse des crédits de 15% en 2012, la Direction s'attend à une nouvelle baisse de 9% pour 2013. Sans présumer d'un nouveau « surgel », au vu de nouvelles recommandations de la commission européenne. Toutes les OS ont voté contre, sauf FO, qui, par respect pour nos collègues petites mains qui l'on confectionné, a choisi, au vu de l'opacité dont a fait preuve la DRFIP, de ne pas prendre part au vote.

Encore un jeu de dupes.

Ce CT confirme l'initiative prise par FO-DGFIP 33 d'adresser aux agents des Finances de la Gironde une pétition « Contre la restructuration / fermeture des trésoreries de la CUB »

FO-DGFIP 33

05 56 24 81 53 CITE ADMINISTRATIVE

RUE JULES FERRY, 17° ETAGE - TOUR A, 33090 BORDEAUX CEDEX